

Unité bidépartementale Eure-Orne
12 rue de Melleville
27 930 Angerville-la-Campagne

Angerville-la-Campagne, le 31/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



NUFARM SA

Grande Allée Zone industrielle secteur C
Notre Dame de la Garenne
27600 GAILLON

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON. L'inspection a été annoncée le 20/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 GAILLON
- Code AIOT dans GUN : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse,
 - la formulation,
 - et le conditionnement,
- d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511).

Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).
Le BREF principal associé aux activités du site est la BREF OFC « Produits de chimie organique fine ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des valeurs limites d'émission relatives aux rejets aqueux au regard de la réglementation en vigueur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
VLE des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.13	/	Sans objet
Caractéristiques générales des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.7 pp	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique...	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 > a)	/	Sans objet
3 - Substances caractéristiques des activités industrielles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
VLE - Autres substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32-4 pp	/	Sans objet
Suivi du COT	Décision d'exécution du 30/05/2016, article Tabl.1, Article 3.4 de l'annexe au BREF CWW	/	Sans objet
Sous-section 2 : Pollution de l'eau.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendue sur le site NUFARM de Gaillon (27) le 20 janvier 2022 pour une inspection portant sur le respect des valeurs limites d'émission relatives aux rejets aqueux au regard de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié. Il ressort que l'exploitant respecte globalement son arrêté préfectoral mais que certaines prescriptions méritent une mise à jour afin de répondre à la réglementation en vigueur. Par ailleurs, l'exploitant doit vérifier au niveau du point de rejets P13 les réglages entraînant la fermeture de la vanne en Seine (paramètres : pH, COT, UV et température).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour les MES, DCO et DBO5
Prescription contrôlée : Matières en suspension (Code SANDRE:1305) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà, DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement 30 mg/l au-delà. DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE:1314) 300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 125 mg/l au-delà.
Constats : L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance du site des 2 dernières années (2020 et 2021) et a comparé les résultats au regard de la réglementation en vigueur (article 32-1 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié) : - MES (SANDRE : 1305) le flux est inférieur au seuil (15 kg/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose le maintien d'un suivi avec une concentration maximale journalière de 80 mg/l* et un flux maximal journalier de 12 kg/j. Les résultats de l'autosurveillance montrent que la concentration et le flux maximal sont globalement respectés. - DCO (SANDRE : 1314) : le flux est inférieur au seuil (100 kg/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose le maintien d'un suivi avec une concentration maximale journalière de 300 mg/l* et un flux maximal journalier de 45 kg/j. Les résultats de l'autosurveillance montrent que la concentration et le flux maximal sont respectés. - DBO5 (SANDRE : 1313) : le flux est inférieur au seuil (30 kg/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose le maintien d'un suivi avec une concentration maximale journalière de 100 mg/l* et un flux maximal journalier de 15 kg/j. Les résultats de l'autosurveillance montrent que la concentration et le flux maximal sont respectés. * : les NEA-MTD du BREF CWW ne sont pas applicables car les flux ne sont pas atteints.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 > a)
Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour Azote et Phosphore
Prescription contrôlée : Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) (Code SANDRE:1551)30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j.Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE:1350)10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.
Constats : L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance du site des 2 dernières années (2020 et 2021) et a comparé les résultats au regard de la réglementation en vigueur (article 31-2 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié) : - Azote (SANDRE : 1551) : le flux est inférieur au seuil (50 kg/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose le maintenir d'un suivi avec une concentration moyenne mensuelle de 30 mg/l* et un flux maximal journalier de 4,5 kg/j. Les résultats de l'autosurveillance montrent que la concentration et le flux maximal sont globalement respectés. Une anomalie a eu lieu en mars 2021 sur le paramètre Azote global. L'exploitant a depuis interdit l'envoi des eaux trop chargées en azote (c'est notamment le cas pour les eaux d'abattage provenant de la synthèse du NAD (alpha-Naphtylacétamide)). L'inspection relève qu'il n'existe pas de valeur limite d'émission (VLE) applicable au regard de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié pour les autres formes d'azote (azote inorganique (NO ₂ -/NO ₃ -), azote ammoniacal et azote Kjeldhal). Toutefois, l'azote global est calculé sur la base de l'azote inorganique et l'azote Kjeldhal. - Phosphore (SANDRE : 1350) : le flux est inférieur au seuil (15 kg/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose le maintien d'un suivi et des VLE avec une concentration moyenne mensuelle de 2 mg/l* et un flux maximal journalier de 0,3 kg/j. Les résultats de l'autosurveillance montrent que la concentration et le flux maximal sont globalement respectés. * : les NEA-MTD du BREF CWW ne sont pas applicables car les flux ne sont pas atteints (Azote global, Azote inorganique et Phosphore).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32-3 pp
Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour les autres substances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indice phénols : 0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j - Indice cyanures totaux : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j - Plomb et ses composés (en Pb) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j - Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j - Chrome et ses composés (en Cr) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j - Nickel et ses composés (en Ni) : 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j - Zinc et ses composés (en Zn) : 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j - Manganèse et composés (en Mn) : 1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j - Etain et ses composés (en Sn) : 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j - Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) : 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j - Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) : 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j - Ion fluorure (en F-) : 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance du site des 2 dernières années et a comparé les résultats au regard de la réglementation en vigueur (article 32-3 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Indice Phénol (SANDRE : 1440) : Les résultats en concentration sont toujours respectés. Toutefois, le flux est très inférieur au seuil (3 g/j). L'inspection propose un arrêt du suivi. - Cyanure (SANDRE : 1390) : Le cyanure n'est utilisé dans aucun process du site. Cela est confirmé par les résultats de l'autosurveillance. L'inspection propose un arrêt du suivi. - Chrome (SANDRE : 1389) : le flux est inférieur au seuil (5 g/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose de maintenir un suivi de ce paramètre avec une VLE en concentration maximale journalière de 0,1 mg/l*. Les résultats de l'autosurveillance montrent que cette valeur est respectée. - Plomb (SANDRE : 1382) : Le plomb n'est utilisé dans aucun process du site. Cela est confirmé par les résultats de l'autosurveillance. L'inspection propose un arrêt du suivi. - Nickel (SANDRE : 1386) : le flux est inférieur au seuil (5 g/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose de maintenir le suivi de ce paramètre avec une concentration maximale journalière de 0,2 mg/l*. Les résultats de l'autosurveillance montrent que cette valeur est respectée. - Zinc (SANDRE : 1383) : le flux est inférieur au seuil (20 g/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose de maintenir un suivi avec une concentration maximale journalière de 0,8 mg/l*. Les résultats de l'autosurveillance montrent que cette valeur est respectée. A noter que du Chlorure de zinc est utilisé comme catalyseur sur le site. - Manganèse (SANDRE : 1394) : le flux est supérieur au seuil (10 g/j) imposé par la réglementation. Une VLE de 1 mg/l doit y être associée. L'inspection relève que cette valeur n'est pas prescrite à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, les résultats de l'autosurveillance montrent que la VLE est respectée. - Etain (SANDRE : 1380) : L'étain n'est utilisé dans aucun process du site. Cela est confirmé par les résultats de l'autosurveillance. L'inspection propose un arrêt du suivi. - Cuivre (SANDRE : 1392) : le flux est inférieur au seuil (5 g/j) imposé par la réglementation. Toutefois, l'inspection propose un maintien du suivi avec une concentration maximale journalière de 0,5 mg/l* avec un flux maximal journalier de 0,075 kg/j. - Fer, Aluminium (SANDRE : 7714) : le flux est supérieur au seuil (20 g/j) imposé par la réglementation. Une VLE de 5 mg/l doit y être associée. L'inspection relève que cette valeur est celle déjà prescrite à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois, elle y est associée à un flux maximal journalier de 0,075 kg/j, valeur qui n'est pas en corrélation avec le débit maximum du rejet (150 m³/j). Un flux maximal journalier ne dépassant pas 0,75 kg/j est plus adapté. D'ailleurs, les résultats de l'autosurveillance d'avril 2021 présentent une anomalie sur le paramètre Fer/Aluminium, anomalie en lien avec cette valeur trop restrictive pour le flux maximal journalier. - Composés organiques halogénés (AOX) (SANDRE : 1106) : le flux est supérieur au seuil (30 g/j) imposé par la réglementation. Une VLE de 1 mg/l* en concentration maximale journalière doit y être associée.

<p>Les résultats de l'autosurveillance montrent que la VLE est respectée.</p> <p>- Hydrocarbures totaux (SANDRE : 7009) : le flux est supérieur au seuil (100 g/j) imposé par la réglementation. Une VLE de 10 mg/l y est associée. Toutefois, l'inspection préconise un maintien de la VLE actuellement prescrite : 2 mg/l*. La valeur du flux maximale journalier à ne pas dépasser est de 0,3 kg/j.</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance montrent que la concentration et le flux maximal sont respectés.</p> <p>* : les NEA-MTD du BREF CWW ne sont pas applicables car les flux ne sont pas atteints.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : VLE - Autres substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32-4 pp
Thème(s) : Risques chroniques, Subst entrant dans la qualification de l'état de la masse d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Arsenic : 25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j * Glyphosate : 28 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j * Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local : <ul style="list-style-type: none"> - NQE si le rejet dépasse 1 g/l, dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l, dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance du site des 2 dernières années et a comparé les résultats au regard de la réglementation en vigueur (article 32-4 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié). Aucune non conformité n'a été relevée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arsenic (SANDRE : 1369) : le flux est proche du seuil de l'arrêté ministériel (0,5 g/j). Une VLE en concentration maximale journalière de 0,025 mg/l est à appliquer. La valeur du flux maximale journalier à y associer est de 0,00375 kg/j. Les résultats de l'autosurveillance montrent que les VLE sont respectées. - Ioxynil (SANDRE : 1205), 1,2 Dichloroéthane (SANDRE : 1161), Isoproturon (SANDRE : 1208), Diuron (SANDRE : 1177) et Bromoxynil (SANDRE : 1125) : Il n'existe pas de VLE dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 pour ces substances qui ne font pas partie des polluants spécifiques de l'état écologique. A noter que ces substances ne sont plus utilisées/fabriquées sur le site. Le suivi de ces paramètres peut être levé. - Butraline (SANDRE : 1126), Dichlororprop (2,4DP) (SANDRE : 1169) et Mécoprop (SANDRE : 1214) : Il n'existe pas de VLE dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 pour ces substances qui ne font pas partie des polluants spécifiques de l'état écologique. Ces substances étant toujours utilisées sur le site, l'inspection propose de maintenir leur suivi (aucune VLE associée). - Tébuconazole (SANDRE : 1694) : Il n'existe pas de VLE dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 et cette substance ne fait pas partie des polluants spécifiques de l'état écologique retenus pour la Seine-Normandie. L'inspection propose de maintenir un suivi (aucune VLE associée). - acide 2,4-dichlorophénoxyacétique (2, 4 D) (SANDRE : 1141) : Il fait partie des polluants spécifiques synthétiques de l'état écologique pouvant avoir un impact local en Seine-Normandie (Cf. arrêté ministériel du 25/01/10 modifié). La NQE est de 2,2 µg/l (<25 µg/L, seuil indiqué à l'article 32-4 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié). Le seuil de 1 g/j n'étant pas éteint, aucune VLE n'est associée. - Chlortoluron (SANDRE : 1136) : Il fait partie des polluants spécifiques synthétiques de l'état écologique pouvant avoir un impact local en Seine-Normandie (Cf. arrêté ministériel du 25/01/10 modifié). La NQE est de 0,1 µg/l (<25 µg/L, seuil indiqué à l'article 32-4 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié). Le seuil de 1 g/j n'étant pas éteint, aucune VLE n'est associée. - Amino triazol (SANDRE : 1105) : L'Amino triazol fait partie des polluants spécifiques synthétiques de l'état écologique pouvant avoir un impact local en Seine-Normandie (Cf. arrêté ministériel du 25/01/10 modifié). La NQE est de 0,08 µg/l (<25 µg/L, seuil indiqué à l'article 32-4 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié). Le seuil de 1 g/j n'étant pas éteint, aucune VLE n'est associée. - Glyphosate (SANDRE : 1506) : L'arrêté préfectoral ne prescrit encore aucun suivi pour les rejets aqueux du glyphosate. Or, le glyphosate fait partie de la liste des polluants spécifiques de l'état écologique pouvant avoir un impact local en Seine-Normandie (Cf. arrêté ministériel du 25/01/10 modifié). Sa NQE est de 28 µg/l. En l'absence de données concernant le flux et tel que le prévoit l'article 32-4 de l'arrêté du 02/02/98 modifié pour les polluants spécifiques de l'état écologique, il convient d'appliquer une VLE de 28 µg/l. - Imidacloprid (SANDRE : 1877) : L'arrêté préfectoral ne prescrit encore aucun suivi pour les rejets aqueux de paramètre. Or, l'Imidacloprid fait partie de la liste des polluants spécifiques de l'état écologique pouvant avoir un impact local en Seine-Normandie (Cf. arrêté ministériel du 25/01/10 modifié). Sa NQE est de 25 µg/l. En l'absence de données concernant le flux et tel que le prévoit l'article 32-4 de l'arrêté du 02/02/98 modifié pour les polluants spécifiques de l'état écologique, il convient d'appliquer une VLE de 25 µg/l
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi du COT

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 30/05/2016, article Tabl.1, Article 3.4 de l'annexe au BREF CWW
Thème(s) : Risques chroniques, VLE COT
Prescription contrôlée : Le NEA-MTD pour le Carbone organique total (COT) pour les émissions directes dans les eaux réceptrices est comprise entre 10 et 33 mg/l. La NEA-MTD s'applique si les émissions dépassent 3,3 t/an.
Constats : COT (SANDRE : 1841) : Le suivi du COT est actuellement pas prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sans VLE. L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance du site des 2 dernières années (2020 et 2021) et ce paramètre est effectivement suivi par l'exploitant. Il n'existe aucune VLE pour ce paramètre dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié. L'inspection relève que le suivi de ce paramètre est préconisé dans le BREF CWW avec un NEA-MTD ne dépassant pas 33 mg/l en concentration maximale annuelle. Le seuil des 3,3 t/an est loin d'être atteint -> Aucune VLE n'est imposé réglementairement. L'inspection préconise toutefois un maintien du suivi de la COT (sans VLE) et selon une périodicité a minima mensuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sous-section 2 : Pollution de l'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de suivi

Prescription contrôlée :

2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. Fréquence de suivi Seuil de flux DCO (sur effluent non décanté) Journalière 300 kg/j Matières en suspension Journalière 100 kg/j DBO5 (1) (sur effluent non décanté) Journalière 100 kg/j Azote global Journalière 50 kg/j Phosphore total Journalière 15 kg/j Hydrocarbures totaux Journalière 10 kg/j Ion fluorure (en F-) Journalière 10 kg/j Composés organiques du chlore (AOX ou EOX) (3) Journalière 2 kg/j Indice phénols Journalière 500 g/j Aluminium et composés (en Al) Journalière 5 kg/j Etain et composés (en Sn) Journalière 4 kg/j Fer et composés (en Fe) Journalière 5 kg/j Manganèse et composés (en Mn) Journalière 2 kg/j Chrome et composés (en Cr) Mensuelle Trimestrielle (2) 500 g/j 200 g/j Cuivre et composés (en Cu) Mensuelle Trimestrielle (2) 500 g/j 200 g/j Nickel et composés (en Ni) Mensuelle Trimestrielle (2) 100 g/j 20 g/j Plomb et composés (en Pb) Mensuelle Trimestrielle (2) 100 g/j 20 g/j Zinc et composés (en Zn) Mensuelle Trimestrielle (2) 500 g/j 200 g/j Chrome hexavalent (en Cr6+) Mensuelle Trimestrielle (2) 100 g/j 20 g/j Indice cyanures totaux Journalière 200 g/j Autre substance dangereuse visée à l'article 32-4 Mensuelle Trimestrielle (2) 100 g/j 20 g/j Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 32-4 Mensuelle Trimestrielle (2) 5 g/j 2 g/j

Constats :

L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance du site des 2 dernières années et a comparé les résultats au regard de la réglementation en vigueur (article 60 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié) :

- MES (SANDRE : 1305) : le flux est inférieur au seuil des 100 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi mensuel.
- DCO (SANDRE : 1314) : le flux est inférieur au seuil des 300 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi mensuel.
- COT (SANDRE : 1841) : Aucune fréquence n'est prescrite dans l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié. L'inspection préconise le maintien d'un suivi mensuel.
- DBO5 (SANDRE : 1313) : le flux est inférieur au seuil des 100 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi mensuel.
- Azote (SANDRE : 1551) : le flux est inférieur au seuil des 50 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi mensuel du paramètre azote global, de même que pour les autres formes d'azote (Kjeldahl, ammoniacal, nitrites et nitrates). A noter que l'azote global est calculé sur la base de l'azote inorganique et l'azote Kjeldhal.
- Phosphore (SANDRE : 1350) : le flux est inférieur au seuil des 15 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi mensuel.
- Chrome (SANDRE : 1389) : le flux est inférieur au seuil des 500 g/j imposant une fréquence mensuelle. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.
- Nickel (SANDRE : 1386) : le flux est inférieur au seuil des 100 g/j imposant une fréquence mensuelle. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.
- Zinc (SANDRE : 1383) : le flux est inférieur au seuil des 500 g/j imposant une fréquence mensuelle. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.
- Manganèse (SANDRE : 1394) : le flux est inférieur au seuil des 2 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.
- Cuivre (SANDRE : 1392) : le flux est inférieur au seuil des 500 g/j imposant une fréquence mensuelle. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.
- Fer, Aluminium (SANDRE : 7714) : le flux est inférieur au seuil des 5 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.
- Composés organiques halogénés (AOX) (SANDRE : 1106) : le flux est inférieur au seuil des 2 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.
- Hydrocarbures totaux (SANDRE : 7009) : le flux est inférieur au seuil des 10 kg/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.

- Arsenic (SANDRE : 1369) : le flux est inférieur au seuil des 100 g/j imposant une fréquence journalière. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.

- Butraline (SANDRE : 1126), Tébuconazole (SANDRE : 1694), Dichlororprop (2, 4 D) (SANDRE : 1169), Mécoprop (SANDRE : 1214) et Acide 2,4-dichlorophénoxyacétique (2,4D) (SANDRE : 1141) : Aucune périodicité associée à ces paramètres. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.

- Chlortoluron (SANDRE : 1136) : le flux est inférieur au seuil des 100 g/j imposant une fréquence mensuelle. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.

- Aminotriazol (SANDRE : 1105) : le flux est inférieur au seuil des 100 g/j imposant une fréquence mensuelle. L'inspection préconise le maintien d'un suivi annuel.

- Glyphosates (SANDRE : 1506) et Imidacloprid (SANDRE : 1877) : Ces substances ne sont pas surveillées. Une fréquence a minima trimestrielle pendant 3 ans est proposée. Cette fréquence est choisie afin d'obtenir suffisamment de données. Une levée de cette surveillance (ou une modification de la fréquence) pourra être envisagée au terme de ces 3 ans si l'exploitant en fait la demande et si les résultats de l'autosurveillance vont en ce sens. La fréquence devra être a minima annuelle pour les 2 substances.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VLE des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.13
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1</p> <p>Concentrations maximales journalières (mg/l) sur une période de 24 heures: - Matières En Suspension (MES) : 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au -delà - Hydrocarbures : 2 mg/l - Demande Chimique en Oxygène (DCO) : 300 mg/l si le flux n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au -delà - DBO5 : 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 30 mg/l au -delà</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de détecter toute anomalie sur la qualité de ces eaux à tout moment et de les orienter si besoin vers le bassin de confinement du site. À cet effet, une mesure de COT, pH et UV doit être réalisée en continu. En cas de dépassement du seuil défini sous la responsabilité de l'exploitant, une consigne doit prévoir l'orientation des eaux vers le bassin de confinement.</p>
<p>Constats : Le point de rejets P13 accueille, ceci avant sortie dans le milieu naturel, les effluents sortant de la station de traitement des eaux usées (STEP) ainsi que les eaux pluviales. L'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance pour ce point de rejet sur 2 dernières années (2020 et 2021). Il ressort : - que les VLE (MES, hydrocarbures, DCO et DBO5) sont toutes respectées (mesures sur échantillons 24h). ; - qu'au regard de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié (articles 32-1 et 32-3) les VLE à appliquer sont bien les suivantes : • MES : 35 mg/l • DBO5 : 30 mg/l • DCO : 125 mg/l • Hydrocarbures totaux (HCT) : 5 mg/l Un suivi semestriel, pendant et hors fonctionnement de la STEP, est attendu.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection s'est rendue au point P13 et a constaté que l'exploitant suivait effectivement en continu le pH, la COT, la charge organique (via sonde UV) ainsi que la température, tel que prescrit à l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces paramètres entraînent une fermeture de la vanne en Seine (vanne VM-1) en cas de dépassement des seuils suivants : • $6,5 < \text{pH} < 8,5$ • $\text{COT} > 40 \text{ mg/L}$ • nombre d'onde (UV) $> 400 \text{ m}^{-1} = 40\,000 \text{ cm}^{-1}$, correspondant à une longueur d'onde de 250 nm). Toutefois, un affichage sur place contredit ces valeurs : • $\text{COT} > 60 \text{ mg/L}$ • nombre d'onde (UV) $> 480 \text{ m}^{-1}$</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristiques générales des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.7 pp
Thème(s) : Risques chroniques, pH, t° et couleur
Prescription contrôlée : Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Température : < 28°C de plus les rejets ne doivent pas entraîner une élévation de température de plus de 3°C au niveau de la zone de mélange, différence constatée avec l'amont du rejet,• pH : compris entre 5,5 et 8,5,• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.
Constats : La valeur seuil pour la température entraînant la fermeture de la vanne en Seine (vanne VM-1) n'a pu être précisée à l'inspection le jour de la visite. Pour rappel, il convient de s'assurer que la température reste < 28°C. De plus, la méthodologie de prélèvement de l'échantillon concernant la mesure de couleur a fait l'objet d'échanges avec l'exploitant. Un suivi de la couleur depuis les échantillons 24h (issus du préleveur automatique) est retenu. La norme de référence est : NF EN ISO 7887.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet